

IL Y A LOIN DE LA COUPE AUX LÈVRES

Le président Moncef Marzouki est persuadé que 2012 sera l'année de la relance de l'Union du Maghreb arabe, mais cette conviction rencontre beaucoup de scepticisme chez ses compatriotes qui doutent des dispositions des autres États de la région à aller plus loin dans ce processus. **Par Ridha Kéfi**

Le prochain Sommet de l'UMA se tiendra en septembre ou octobre à Tunis, a cru pouvoir annoncer, grave et solennel, le président tunisien, Moncef Marzouki, à l'ouverture du 23^e Sommet de la Ligue des États arabes à Bagdad. L'UMA constitue un jalon sur la voie de la construction de l'Union arabe, a-t-il ajouté.

Au cours de ses premiers voyages à l'étranger depuis sa prise de fonction à la mi-décembre, qui l'ont amené, début janvier, en Libye – où il a proposé de faire des deux pays post-révolutionnaires le noyau de l'UMA –, puis, début février, successivement au Maroc, en Mauritanie et en Algérie, les autres pays membres de l'UMA avec la Tunisie et la Libye, le chef de l'État tunisien avait saisi l'occasion pour appeler les dirigeants maghrébins à se réunir avant la fin de l'année en cours. Il avait exprimé l'espoir que ce « *sommet soit extraordinaire et devienne un tournant historique, rendant son rayonnement à la région et la sortant de la récession* ». Plus encore, l'ex-défenseur des droits de l'Homme s'est mis à rêver d'un « *Maghreb des libertés* » dont les ressortissants auraient le droit de circuler, de s'établir et d'investir librement.

Dr Marzouki et le « grand corps malade »

Cet appel du président tunisien a été accueilli par ses pairs avec l'indulgence et la compréhension dues à un nouveau venu encore novice, mais sans grand enthousiasme, comme on devait s'y attendre. Dans la presse, surtout algérienne, Marzouki a eu droit à une volée de bois vert : son activisme maghrébin a été jugé respectable, mais complètement irréaliste, eu égard à la conjoncture qui prévaut dans une région aujourd'hui en pleine ébullition révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, Moncef Marzouki a de bonnes raisons de vouloir contribuer, lui le médecin, à ranimer l'UMA, ce grand corps malade, mais encore plein de vie, d'énergie et de promesses.

Ces raisons sont d'abord subjectives : fils d'un militant nationaliste, adepte du leader pan-arabiste Salah Ben Youssef, exilé (et mort) au Maroc, Marzouki a passé lui-même son enfance, sa scolarité et une partie de sa jeunesse dans le royaume chérifien et a été bercé par les promesses du nationalisme arabe auxquelles il n'a jamais cessé de croire, même après que le nassérisme, puis le baâthisme, ont

abouti à d'atroces dictatures. L'intégration maghrébine est d'ailleurs, dans son esprit, un prélude à l'unité arabe à venir.

Sur un autre plan, Marzouki sait que son mandat sera très court, même s'il doit, au fond de lui-même, caresser l'espoir de pouvoir se représenter à la prochaine présidentielle, en 2013 si tout va bien et si la prochaine Constitution n'adopte pas un système parlementaire. Parvenir à organiser un sommet maghrébin à Tunis, près de vingt ans après le dernier en date, réuni à Tunis en 1993, serait pour lui une grande victoire et un acte à forte portée historique dont il pourrait revendiquer, en

Salah Ben Youssef et Habib Bourguiba.



partie, la paternité. Et en tirer quelque fierté. Reste à savoir ce que pensent ses compatriotes de l'activisme maghrébin de leur actuel président.

La plupart des Tunisiens ne croient pas vraiment que les initiatives de Marzouki aboutiront et que les chefs d'État accepteront, pour lui faire plaisir, de se réunir à Tunis avant la fin de l'année, car il en faudrait plus pour les convaincre de le faire.

Par ailleurs, les Tunisiens savent qu'un tel sommet requiert l'accord préalable de l'Algérie et du Maroc et, surtout, leur participation active. Or, dans leur souci de maintenir des relations de bon voisinage avec les quatre autres membres de l'UMA, les Tunisiens ont toujours su éviter toute position qui leur aliénerait l'amitié de l'un ou l'autre des deux pays.

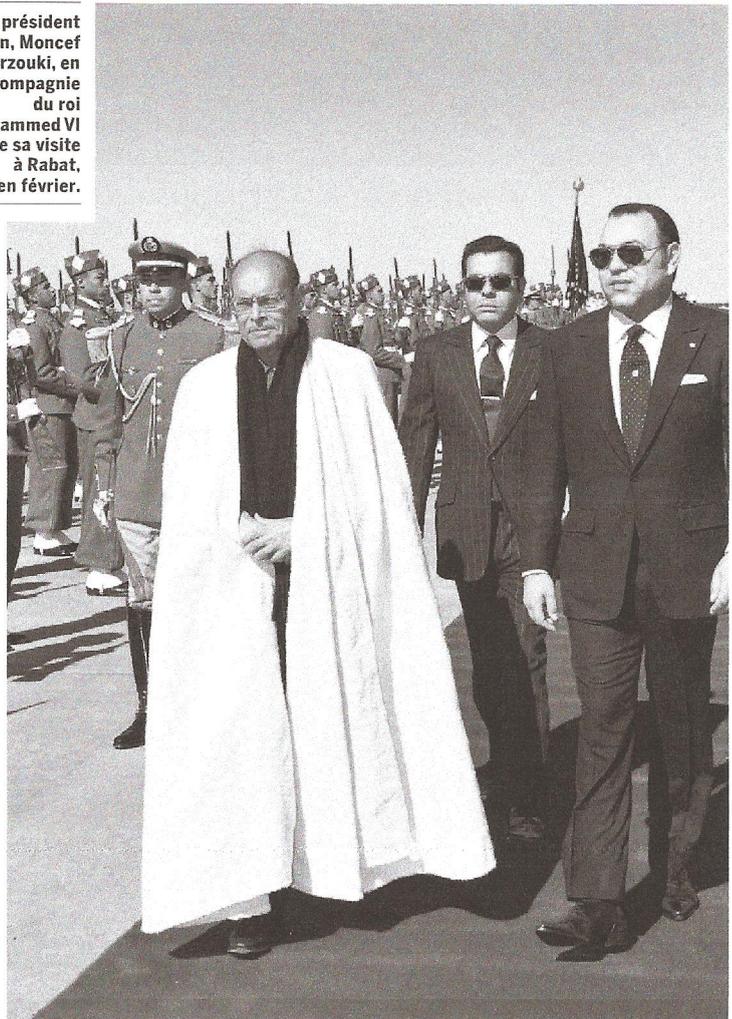
Un axe d'action fondamental et prioritaire

Ainsi, depuis l'éclatement du conflit du Sahara occidental, à la fin de 1974, qui est à l'origine d'un différend désormais historique entre l'Algérie et le Maroc, tous les gouvernements qui se sont succédé en Tunisie se sont-ils gardés de s'immiscer dans cette affaire, fût-ce pour jouer les bons offices, de peur de mécontenter les deux grands voisins.

Sur ce point, les révolutions tunisienne et libyenne et la montée des islamistes au pouvoir en Tunisie, au Maroc et, peut-être bientôt, en Algérie, ne changeront rien, du moins dans l'immédiat. C'est ce que M^e Taoufik Ouanes, ancien haut fonctionnaire du Haut Comité pour les réfugiés des Nations unies, appelle « *les fondamentaux des relations de voisinage auxquels le peuple tunisien a toujours adhéré* ».

Cependant, et tout en déplorant que « *depuis l'indépendance des pays du Maghreb, la poursuite des desseins politiques des gouvernants a toujours fait avorter la volonté profonde des peuples pour la construction du Maghreb* », le fonctionnaire international constate que la volonté de construire le Maghreb n'a jamais disparu, en tout cas chez les peuples, et particulièrement chez les Tunisiens. « *Ceci s'est illustré tout au long des dernières décades par l'approfondissement des liens historiques sur les plans humains, familiaux,*

Le président tunisien, Moncef Marzouki, en compagnie du roi Mohammed VI lors de sa visite à Rabat, en février.



touristiques et culturels. Les aspects économiques, même à petite échelle, sont également devenus un vecteur d'intégration économique que personne ne peut évacuer. Même s'ils sont à un état embryonnaire, de sérieux partenariats commerciaux, industriels, financiers, touristiques et autres ont été initiés», souligne M^e Ouanes. Aussi la Tunisie nouvelle devra-t-elle, selon lui, « *faire de la construction du Maghreb un axe d'action fondamental et prioritaire, non seulement en paroles, mais en une action concrète et immédiate* ».

À cet égard, ajoute-t-il « *la dynamique créée par la révolution tunisienne et les espoirs que ressentent actuellement les peuples du Maghreb doivent être mis à profit pour relancer la machine de la réunification.* ».

C'est cette analyse volontariste qui semble animer le président Marzouki, mais aussi la conviction, partagée par un grand nombre de Tunisiens et particulièrement des hommes d'affaires, que l'intégration maghrébine pourrait constituer la réponse aux problèmes économiques et sociaux qui se posent aujourd'hui à la Tunisie, à savoir le chômage, la pauvreté et le sous-développement, phénomènes qui affectent les zones frontalières de l'Ouest (avec l'Algérie) et du Sud (avec la Libye). Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, car la décision de relancer la machine maghrébine n'appartient pas aux seuls Tunisiens, qui constatent, chez leurs voisins, moins d'entrain et d'enthousiasme vis-à-vis de la construction régionale. ■